



Parce qu'il est grand temps
que l'on prenne les choses en main.

- Argumentaire de grève

La planète s'invite à l'Université
Devoir Environnemental Collectif
Pour le futur

On nous dit que le Québec et le Canada sont verts.

On nous dit que le problème vient d'ailleurs.

On nous dit qu'il faut s'attaquer aux « vrais pollueurs », venus d'Inde ou de Chine.

Et pourtant, le Canada est le plus grand émetteur de CO₂ par habitant au sein du G20.

Et pourtant, le gouvernement du Québec souhaite construire un troisième lien entre Québec et Lévis, un tunnel de béton qui coûterait au moins quatre milliards de dollars. Quatre milliards de dollars menant à la destruction des milieux humides.

Et pourtant, le gouvernement du Québec a accepté que la minière australienne Sayona Mining exploite une mine de lithium à moins de 100 mètres de l'Eske St-Mathieu-de-Berry, un esker de 125 kilomètres de longueur qui fournit la région en eau d'une qualité exceptionnelle.

Et pourtant, l'entreprise Gazoduc/GNL Québec projette de construire un gazoduc de 782 km, de l'Ontario jusqu'au Saguenay, transportant du gaz naturel liquéfié extrait par fracturation hydraulique de l'ouest canadien, contribuant de façon massive au réchauffement climatique. Un terminal méthanier (Énergie Saguenay) devrait être construit pour accueillir les navires les plus gros au monde à travers le fjord du Saguenay et le fleuve Saint-Laurent.

Ce projet menace trois bassins versants et trois territoires ancestraux autochtones, soit le Nitakinan anishinabe, le Nitaskinan atikamekw et le Nitassinan innu, ainsi que l'habitat d'espèces menacées telles que le caribou forestier et le béluga du Saint-Laurent.

Le Premier ministre M. Legault, le ministre de l'Économie M. Fitzgibbon et le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles M. Julien soutiennent ouvertement ce projet.

Ces projets, ainsi que plusieurs autres enjeux au Canada, comme les projets miniers de Grenville-sur-la-Rouge, l'exploitation des gaz de schiste, la dilapidation du Fonds vert, la cimenterie McInnis de Port-Daniel, les émissions d'arsenic à Rouyn-Noranda et la destruction des milieux humides, s'inscrivent dans une dynamique de pouvoir néo-coloniale et démontrent à quel point le déni climatique imprègne nos gouvernements.

L'irrespect des accords et politiques publiques canadiennes visant à la réduction des émissions de gaz à effets de serre est devenu la norme. Du G7 à Rio en plus de Kyoto en 1997, l'accord de Copenhague en 2009 et l'accord de Paris en 2015.

Le front de résistance québécois

Répondant à l'appel de Greta Thunberg, c'était au Québec le 15 mars dernier qu'a eu lieu la plus grande mobilisation au monde. 152 216 étudiant-e-s ont voté une grève formelle ce jour, et des manifestations ont eu lieu dans les rues de :

Montréal, Québec, Alma, Baie-Comeau, Cap-aux-Meules, Carleton-sur-Mer, Gaspé, Gatineau, Joliette, La Pocatière, Magog, Mont-Laurier, Rimouski, Rivière-du-Loup, Rouyn-Noranda, Saguenay, Saint-André-Avellin, Saint-Félicien, Saint-Hyacinthe, Sept-Îles, Shawinigan, Sherbrooke, Trois-Rivières, Valcourt et Warwick.

Pendant que des élèves du secondaire se réunissaient pour former un collectif militant, Pour le Futur (PLF), organisant des manifestations tous les vendredis pendant 14 semaines, Extinction Rebellion Québec a réalisé plusieurs actions de désobéissance civile.

Un front commun de résistance à la crise climatique est maintenant formé, constitué de :

La planète s'invite à l'Université, le Devoir Environnemental Collectif, La Planète s'invite au Parlement, La Planète s'invite dans le Communautaire, La Planète s'invite en Santé, le Pacte pour la Transition, Extinction Rebellion Québec, la FTQ, la CSN, la CSQ, la FIQ, l'APTS, la SFPQ, la FAE, la SPGQ, la CSD, le Conseil central du Montréal métropolitain, la CSN, Greenpeace, la Fondation David Suzuki, Équiterre et Réalité climatique.

La poursuite pour inaction climatique contre le gouvernement canadien, initiée par ENvironnement JEUnesse, pointe du doigt l'irresponsabilité des gouvernements dans la lutte aux changements climatiques. Elle envoie un message clair qu'à tous les niveaux, la jeunesse milite pour son avenir.

Plusieurs assemblées générales se tiennent partout au Québec pour voter des journées de grève le 26 et le 27 septembre. Le front de résistance face à l'urgence climatique se lève. Ce mouvement s'inscrit dans une escalade des moyens de pression pour l'année à venir. La pression ne fait qu'augmenter et se fait maintenant sentir à travers toutes les sphères de la société. Il y a urgence d'agir et **nous agissons**.

Notre maison est en feu

Considérant les milliards de tonnes de glace ayant fondu de l'Arctique cet été, soit 197 milliards au Groenland en juillet seulement, menant à une hausse du niveau des mers.

Considérant les feux massifs en Amazonie, qui à elle seule emmagasine 14% des réserves mondiales de CO₂ mondial.

Considérant que le jour du dépassement, c'est-à-dire le jour où nous avons consommé autant que ce que la Terre peut produire en un an, a eu lieu le 29 juillet, et que ce jour, chaque année, survient de plus en plus tôt.

Considérant que la sixième extinction de masse est en cours, que des douzaines d'espèces sont en voie d'extinction chaque jour.

Considérant que d'ici 2100, un nombre important de pays (Inde, Bangladesh, Chine, Qatar, etc.) deviendront partiellement ou totalement invivables dû à la hausse du niveau des mers ou à l'augmentation des températures (pouvant atteindre à certains endroits 77°C).

Considérant que le monde s'est déjà réchauffé d'environ 1 °C et que selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), il est indispensable de limiter ce réchauffement à 1,5 °C, mais que la trajectoire de réchauffement projetée d'ici 2100 à partir des engagements pris à la COP 21 est de 3 °C.

Considérant que l'inaction politique en matière de changements climatiques ne se traduit pas uniquement en nombre d'espèces en voie de disparition ou d'écosystèmes contaminés, mais qu'elle se matérialise en millions de morts (sept millions causées par la pollution de l'air, chaque année selon l'OMS), nous parlons bien aujourd'hui d'un véritable génocide climatique se déroulant sous nos yeux.

Ces effets dominos, pour lesquels nous ne sommes pas préparé-e-s et qui nous dépassent totalement, mèneront à des catastrophes environnementales, à un nombre croissant de réfugié-e-s climatiques et à un effondrement social.

Vers une stratégie québécoise d'éducation relative à l'environnement

Le gouvernement du Québec n'a présentement aucune stratégie nationale d'éducation relative à l'environnement. La question est trop souvent délaissée par les enseignant-e-s, faute de ressources. Alors qu'historiquement, ce sont les organismes à but non lucratif qui furent les premiers à sensibiliser aux sujets environnementaux, ils sont maintenant en sous-financement flagrant. À l'école, la question de l'environnement est réduite à une politique des petits gestes, le recyclage et le compostage en tête de fil.

La jeunesse québécoise est actuellement réduite à une main d'œuvre en devenir, qu'on moule pour s'intégrer dans un système de croissance économique. Elle n'a pas d'espace, ne reçoit pas d'outils pour réfléchir de manière critique, créative et collaborative.

La confiance en l'avenir et en l'école doit être retrouvée grâce au développement d'une éducation à l'écocitoyenneté. Une éducation qui valorise les projets porteurs des jeunes, le développement d'une relation harmonieuse avec la nature et un examen courageux des enjeux de société auxquels nous sommes et serons confronté-e-s.

Il n'y a pas de futur-e-s citoyen-ne-s, de futur-e-s adultes « accompli-e-s ». La jeunesse fait pleinement partie de la "cité", est déjà en changement, voire à l'avant-garde. Et pourtant, sans cesse, comme jeunes, on nous répète:

« Quand tu auras mon âge, tu comprendras. »
« Tais-toi, tu n'as pas d'expériences sur le sujet. »
« En fait, vous ne voulez juste pas aller à l'école. »
« Regardez, c'est "beau", ces jeunes qui se mobilisent. »

On nous infantilise, on nous marginalise, on nous parle de "pragmatisme". Le pragmatisme, aujourd'hui, c'est oser briser le statu quo, c'est bousculer des structures présentées comme intangibles. Notre force, c'est qu'en réalité, nous n'avons rien à perdre. Le danger, pour nous, ne se situe pas dans la prise de risques, mais dans l'absence de prise de risques. Le 15 mars dernier, on nous a entendu-e-s. Le 27 septembre, on doit nous écouter.

L'instrumentalisation du mouvement : les journées institutionnelles

En vue de la grève du 27 septembre, plusieurs établissements ont déclaré ce que l'on appelle des journées institutionnelles, soit l'équivalent d'une journée ou d'un après-midi pédagogique. Or, ces établissements n'ont rien changé de leurs pratiques environnementales. En fait, les écoles appuient, en façade, le mouvement des étudiant-e-s, mais maintiennent des investissements dans les énergies fossiles, briment des projets étudiants portant sur l'environnement (ex: interdire le plastique à usage unique, instaurer le compost sur leur campus) et pénalisent les élèves participant au mouvement (retenue, refus de reprise d'examens, etc.).

Ainsi, les journées institutionnelles sont des exemples flagrants de greenwashing (écoblanchiment): une réappropriation et une dilution du message véhiculé par la lutte environnementale au profit d'un établissement hypocrite.

La grève pour changer les choses

La grève est nécessaire puisque c'est uniquement en établissant un rapport de force suffisant que le gouvernement et les établissements scolaires nous écouteront. Les grèves dérangent : elles ne peuvent pas être ignorées.

Si les impacts d'une grève semblent inquiétants pour un-e étudiant-e seul-e, ils le sont encore plus à plus grande échelle pour le gouvernement. Il ne peut pas se permettre de voir le réseau de l'éducation obstrué à tous les niveaux, plusieurs jours ou semaines. Dans un tel contexte, le gouvernement se doit d'écouter les revendications d'un mouvement qui prend de l'ampleur.

Et pour prendre de l'ampleur, il en prend. Si le gouvernement ne pouvait se permettre de complètement ignorer les étudiant-e-s lors du 15 mars, il pourra encore moins se permettre d'ignorer ce qui est maintenant une grève dans toutes les sphères de la société.

Pour y arriver, nous proposons de voter une **grève le 26 et 27 septembre 2019**. Lors de ces grèves, tous les jeunes du Québec sont appelé-e-s à manifester collectivement.

NOUS DEMANDONS

- 1. Aux gouvernements d'établir un programme d'éducation relative à l'environnement et de sensibilisation à la crise climatique, en partenariat avec des jeunes citoyens et citoyennes ;**
- 2. Aux gouvernements d'adopter une loi climatique qui, à l'aide de la décroissance, force l'atteinte des cibles recommandées par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) pour limiter le réchauffement planétaire à 1,5 degré Celsius. Le Giec demande que la réduction des émissions mondiales de CO₂ soit de 50% d'ici 2030, que les émissions nettes de CO₂ soient de zéro en 2050, et demande également une réduction de près de 50% des émissions de méthane d'ici 2050 ;**
- 3. Aux institutions d'enseignement une plus grande transparence concernant leurs investissements, le retrait des investissements dans les énergies fossiles et la tenue d'un bilan carbone institutionnel afin de pouvoir cibler les plus grandes sources d'émission de GES en vue de les réduire ;**
- 4. Aux gouvernements de respecter la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, jusqu'à consultation des communautés autochtones concernées.**